

Lectures

Clientélisme urbain – Gouvernement et hégémonie politique à Marseille

Cesare Mattina

Paris : Presses de Sciences Po, 2016

Dans la longue lignée des livres cherchant à décrypter les rouages de la vie politique et sociale marseillaise contemporaine (notamment *Gouverner Marseille* de Michel Peraldi et Michel Samson, paru en 2005), l'ouvrage de Cesare Mattina vient occuper une place essentielle et inédite pour deux raisons.

La première est que ce livre est celui d'un chercheur en sociologie et science politique qui s'appuie sur un impressionnant travail d'investigation étalé sur une vingtaine d'années, et qui s'est organisé autour d'entretiens approfondis avec des élus, d'analyses d'archives inédites issues notamment du cabinet de Gaston Defferre et d'observations ethnographiques des pratiques politiques locales, en particulier au moment des campagnes électorales. L'auteur puise avec intelligence dans cet ensemble de données pour étayer sa thèse de manière très convaincante.

Celle-ci constitue précisément la deuxième raison qui rend incontournable la lecture de l'ouvrage. Cesare Mattina démontre, en effet, comme personne ne l'avait fait auparavant avant lui, une incroyable continuité dans le mode de

gouvernement de la ville de Marseille depuis plus d'une soixantaine d'années. Celui-ci repose certes sur les cumuls, dans le temps long, des mandats de maire par Gaston Defferre (trente-trois ans entre 1953 et 1986), puis Jean-Claude Gaudin (élu en 1995, soit déjà depuis vingt-deux ans), processus à peine troublé par la « parenthèse » Vigouroux entre 1986 et 1995 (sur laquelle l'auteur a d'ailleurs le mérite de revenir). Mais il va surtout fonctionner grâce à ce que Cesare Mattina nomme « *l'hégémonie politique de groupes sociaux ayant bénéficié de politiques clientélaires de redistribution et les ayant en bonne partie alimentées* » (p. 41).

En décalage avec les définitions « standards » du clientélisme qui insistent sur la création de liens de dépendance entre des élus et des « clients » issus de populations pauvres économiquement, l'auteur souligne que les élites politiques marseillaises ont gouverné la ville en soutenant et en promouvant, sous différentes formes, des groupes sociaux appartenant majoritairement aux classes moyennes : commerçants, employés, ouvriers qualifiés, fonctionnaires des collectivités

locales... Par la même, il force à élargir la vision du pouvoir politique local en allant scruter bien au-delà du cercle classique des élus, pour englober une série d'institutions ou d'acteurs qui font intrinsèquement partie du gouvernement de Marseille. Il glisse ainsi de la thématique de qui détient le pouvoir municipal à la question centrale de savoir « *avec qui gouverne-t-on la ville ?* » (p.19).

Du « defferrisme » au « gaudinisme » : la continuité d'un modèle de gouvernement

En prenant le parti de ne pas respecter l'ordre des chapitres, on note dans les chapitres 1, 2 et 6 que Cesare Mattina dévoile la genèse, la croissance et la pérennité des rouages si particuliers qui constituent la « machine politique » marseillaise.

Le chapitre 1 opère un retour très éclairant sur les racines du « defferrisme » qui s'ancrent, à l'origine, dans la Résistance, puis dans les actions conduites à la Libération (notamment la rocambolesque prise du *Provençal* les armes à la main par Gaston Defferre – décrite p. 56 –, qui aura des conséquences majeures sur le futur contrôle de cet organe de presse...). On y découvre l'importance durable que vont prendre les relations entre un cercle restreint d'individus regroupés autour de leur « chef » – notamment Charles Emile Loo, récemment disparu –, qui vont tous s'engager dans la vie politique et/ou économique en cumulant progressivement mandats politiques et responsabilités patronales. Le chapitre 2 analyse comment s'établit progressivement, au cours des années 1960 et 1970, sur l'ensemble du territoire marseillais découpé en une multitude de périmètres électoraux spécifiques (canton, arrondissement, circonscription législative, etc.), un modèle de gouvernement fondé sur l'articulation entre le développement de baronnies politiques familiales « héréditaires » (Masse, Weygand, Andrieux...) et la réponse à des demandes sociales de plus en plus pressantes en termes de logement social et d'accès à l'emploi.

Enfin, le chapitre 6 montre comment la mairie de Marseille va s'adapter au cours des années 1980 et 1990 à la raréfaction des ressources clientélares distribuées antérieurement (emplois « à vie » et logements sociaux) pour aller vers

de nouvelles ressources comme les emplois aidés par exemple. Il révèle aussi comment Jean-Claude Gaudin, à quarante ans d'intervalle, reproduit avec son propre cercle d'amis le même fonctionnement qu'avait initié Gaston Defferre en son temps...

Les groupes actifs des politiques clientélares

Le deuxième pôle de l'ouvrage de Cesare Mattina, qui correspond aux chapitres 3, 4 et 5, porte sur la description des pratiques des groupes sociaux « *gagnants et légitimés par le pouvoir municipal* ».

Le chapitre 3, consacré aux membres de la « famille municipale » – auquel est rajouté, avec juste raison, la « famille du *Provençal* », journal quotidien local dirigé par...Gaston Defferre –, constitue ainsi un apport indéniable sur la manière dont les salariés de la ville de Marseille et du plus grand groupe de presse local vont être particulièrement « choyés » dans la redistribution des ressources clientélares par le Maire et son cercle d'élus proches. L'organisation syndicale Force Ouvrière tient ici une place centrale en offrant aux salariés une forme de garantie d'accès à ces ressources *via* l'adhésion syndicale, au pouvoir municipal le maintien d'une paix sociale durable, et aux élus un nombre important d'électeurs potentiels (les effectifs municipaux dépassant largement 10 000 salariés).

Le chapitre 4, pour sa part, se penche sur la catégorie dite des « communautés » pour mieux comprendre comment, derrière des réalités de groupes unis par des liens ethniques, culturels ou nationaux, va s'inventer progressivement leur instrumentalisation au service des politiques. Il souligne une opposition tout à fait nette entre des communautés « *gagnantes* », légitimées par leur identité victimaire (juifs, arméniens, rapatriés) et dont certains membres sont propulsés vers des carrières politiques, et des communautés reconnues mais restant largement en marge de la redistribution des ressources publiques (maghrébins et comoriens).

Le chapitre 5 enfin constitue un apport majeur à l'analyse des mondes associatifs marseillais, en se focalisant notamment sur les Comités d'Intérêt de Quartier (CIQ). Nourri d'une très

bonne connaissance du terrain, Cesare Mattina montre comment le pouvoir municipal a su opérer un processus de légitimation de ces structures, en transformant progressivement leurs présidents en petits notables locaux. Progressivement mis en situation d'assurer l'intermédiation entre les demandes multiples émanant de la population de leur quartier et les élus et les techniciens municipaux, beaucoup vont acquérir une notoriété locale qui s'avère particulièrement utile au moment des échéances électorales...

Le clientélisme, déclin ou renouveau ?

La notion de clientélisme apparaît encore trop souvent mobilisée à tort et à travers par les citoyens, les journalistes... ou les élus eux-mêmes (cf. p. 358 le « savoureux » extrait du discours de Jean-Noël Guérini en 2011 sur le clientélisme, à l'occasion de sa réélection comme président du Conseil Général). Les analyses particulièrement fouillées de la réalité multiforme des relations clientélares à Marseille, depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, menées par Cesare Mattina, façonnent incontestablement un autre regard sur cette notion.

Dans l'introduction et la conclusion de l'ouvrage, il esquisse ainsi des pistes pour en proposer une vision plus complexe, en constituant de ce point de vue une avancée significative dans le champ disciplinaire des sciences politiques. Mais son travail représente également, pour les acteurs institutionnels et politiques, et au-delà pour tous les citoyens marseillais, une contribution décisive à la compréhension des mécanismes de gouvernement de la cité phocéenne, parfois si difficiles à décrypter... Sa lecture incite, au premier abord, à un certain scepticisme quant à la capacité des « patrons » et des « clients » du système actuel à sortir d'un système encore très efficace si l'on en juge par l'alliance « surprise » nouée entre Jean-Claude Gaudin et Jean-Noël Guérini aux élections municipales de 2014. Cependant, sans tomber dans un optimisme béat, elle peut également porter à une vision plus ouverte, en pariant sur le renouvellement « naturel » des acteurs de la scène politique marseillaise, et l'arrivée d'élus plus tournés vers l'avenir et moins marqués par les pesanteurs de l'histoire...

• Damien Brochier

citoyen marseillais